

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1970-1971.

3 FEBRUARI 1971.

WETSONTWERP

houdende nieuwe maatregelen
voor de universitaire expansie.

I. — AMENDEMENTEN VOORGESTELD
DOOR DE HEER COPPIETERS
OP DE TEKST
AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE.

Artikel 1.

1. — De eerste regel wijzigen als volgt :

« A — Artikel 1, § 2, 2, van de wet van 12 augustus 1911, ».

2. — In n° 2, littera a, het 1° aanvullen met wat volgt :

« en in het Nederlandstalig en tweetalig gebied van het arrondissement Brussel; ».

3. — In hetzelfde n° 2, littera a, het 2° vervangen door wat volgt :

« 2° in de provincie West-Vlaanderen. ».

VERANTWOORDING.

Het is niet verantwoord dat het onderhavige wetsontwerp voor de Rijksuniversiteit te Bergen de spreiding mogelijk maakt over de hele provincie Henegouwen (zie Memorie van toelichting, blz. 3), terwijl dergelijke spreiding aan andere universiteiten zou worden verboden.

In het licht van de bepalingen betreffende in Wallonië gevestigde universitaire instellingen, elders in dit wetsontwerp, kan de beperking tot kandidaturen voor Kortrijk niet worden volgehouden.

4. — In hetzelfde n° 2, een littera b toevoegen, luidend als volgt :

« b) Zullen deel uitmaken van de « Université Catholique de Louvain » de inrichtingen voor universitair onderwijs die eraan verbonden zijn en gevestigd zijn :

» 1° in Waals Brabant;

» 2° in het Franstalig en het tweetalig gebied van het arrondissement Brussel. »

Zie :

764 (1970-1971) :

- N° 1 : Wetsontwerp.
- N°s 2 tot 6 : Amendementen.
- N° 7 : Verslag.
- N°s 8 tot 11 : Amendementen.

Chambre des Représentants

SESSION 1970-1971.

3 FÉVRIER 1971.

PROJET DE LOI

portant de nouvelles mesures
en faveur de l'expansion universitaire.

I. — AMENDEMENTS
PRESENTES PAR M. COPPIETERS
AU TEXTE
ADOPTÉ PAR LA COMMISSION.

Article premier.

1. — Modifier la première ligne comme suit :

« A — L'article 1^{er}, § 2, 2, de la loi du 12 août 1911, ».

2. — Au n° 2, littera a, compléter le 1° par ce qui suit :

« ainsi que dans la partie de langue néerlandaise et la partie bilingue de l'arrondissement de Bruxelles; ».

3. — Au même n° 2, littera a, remplacer le 2° par ce qui suit :

« 2° dans la province de Flandre occidentale. ».

JUSTIFICATION.

Il n'est pas logique que le présent projet de loi ouvre toute la province de Hainaut à l'essaimage de l'Université de l'Etat à Mons (voir Exposé des motifs, p. 3), alors qu'un tel essaimage serait interdit à d'autres universités.

A la lumière des dispositions relatives aux établissements universitaires situés en Wallonie, qui figurent ailleurs dans le présent projet de loi, la restriction pesant sur les candidatures ne peut être maintenue en ce qui concerne Courtrai.

4. — Au même n° 2, ajouter un littera b, libellé comme suit :

« b) Feront partie de l'Université Catholique de Louvain, les établissements d'enseignement universitaire qui s'y rattachent et qui sont situés :

» 1° dans le Brabant wallon;

» 2° dans la partie de langue française et la partie bilingue de l'arrondissement de Bruxelles. »

Voir :

764 (1970-1971) :

- N° 1 : Projet de loi.
- N°s 2 à 6 : Amendements.
- N° 7 : Rapport.
- N°s 8 à 11 : Amendements.

VERANTWOORDING.

Het is aan te bevelen in deze wet de toegelaten uitbreidingsgebieden aan te geven, zodat een algemeen expansiekader wordt geschetst.

5. — Dit artikel aanvullen met wat volgt :

« B. — Hetzelfde artikel 1 van dezelfde wet wordt aangevuld met een § 3 (nieuw) luidend als volgt :

» § 3. 1. Zullen deel uitmaken van de Vrije Universiteit te Brussel de inrichtingen voor universitair onderwijs die eraan verbonden zijn en gevestigd zijn :

» 1° in Vlaams Brabant;

» 2° in het Nederlandstalig en het tweetalig gebied van het arrondissement Brussel.

» 2. Zullen deel uitmaken van de « Université Libre de Bruxelles » de inrichtingen voor universitair onderwijs die eraan verbonden zijn en gevestigd zijn :

» 1° in Waals Brabant;

» 2° in het Franstalig en het tweetalig gebied van het arrondissement Brussel. »

VERANTWOORDING.

Cfr. supra.

De mogelijke expansie over het grondgebied wordt, naar analogie Bergen (Henegouwen), als principe aanvaard.

Art. 8.

In § 1, het eerste lid vervangen door wat volgt :

« § 1. Iedere universiteit bestaat uit ten minste vier faculteiten. »

VERANTWOORDING.

Het verdient aanbeveling, omwille van de revolutionaire omwenteling op het gebied van wetenschap en van wetenschappelijk onderwijs, de faculteiten niet met name vast te leggen.

Zie ook het Advies van de Raad van State inzake Bergen (blz. 5 en 6).

JUSTIFICATION.

Il est souhaitable d'indiquer, dans le présent projet de loi, les régions d'expansion autorisées, de manière à fixer un cadre général d'expansion.

5. — Compléter cet article par ce qui suit :

« B. — Le même article premier de la même loi est complété par un § 3 (nouveau), libellé comme suit :

» § 3. 1. Feron partie de la « Vrije Universiteit te Brussel », les établissements d'enseignement universitaire qui s'y rattachent et qui sont situés :

» 1° dans le Brabant flamand;

» 2° sur le territoire de langue néerlandaise et le territoire bilingue de l'arrondissement de Bruxelles.

» 2. Feron partie de l'Université Libre de Bruxelles, les établissements d'enseignement universitaire qui s'y rattachent et qui sont situés :

» 1° dans le Brabant wallon;

» 2° sur le territoire de langue française et le territoire bilingue de l'arrondissement de Bruxelles. »

JUSTIFICATION.

Cfr. ci-dessus.

Les possibilités d'expansion territoriale sont déterminées par analogie du principe admis pour Mons (Hainaut).

Art. 8.

Au § 1^{er}, remplacer le premier alinéa par ce qui suit :

« § 1^{er}. Chaque université comprend au moins quatre facultés. »

JUSTIFICATION.

En raison des innovations révolutionnaires en matière de sciences et d'enseignement scientifique, il se recommande de ne pas déterminer nommément les facultés.

Voir également l'avis du Conseil d'Etat en ce qui concerne l'Université de Mons (pp. 5 et 6).

M. COPPIETERS.

II. -- AMENDEMENT PRESENTE
PAR MM. NOTHOMB ET OLIVIER
AU TEXTE
ADOPTÉ PAR LA COMMISSION.

Art. 20.

Remplacer le texte de cet article par ce qui suit :

« L'Etat reconnaît et subventionne, sur proposition de la députation permanente, une Fondation Universitaire Luxembourgeoise qui coordonnera et stimulera, en liaison avec les universités, centres universitaires et établissements assimilés, la recherche scientifique appliquée et l'enseignement de quatrième cycle dans la province de Luxembourg.

» Durant les dix premières années de son existence, la dotation ne pourra être inférieure à 30 millions de francs.

» Par dérogation à l'article 12 de la loi du 7 juillet 1970 concernant la structure générale de l'enseignement supérieur technique, un établissement d'enseignement supérieur économique organisé par la Fondation Universitaire Luxembourgeoise pourra être reconnu et subventionné par l'Etat. »

JUSTIFICATION.

L'exposé des motifs du projet n° 764/1 s'appuyant sur le rapport de la Commission spéciale du Conseil National de la politique scientifique, souligne à plusieurs reprises « que ce sont les besoins du développement scientifique... comme ceux du développement économique et social des régions où elles sont situées qui doivent éclairer les décisions politiques » en matière d'expansion universitaire.

L'article 44 de la déclaration gouvernementale souligne que « la solution d'ensemble du problème de l'expansion universitaire doit faire l'objet d'un programme concerté et élaboré dans un climat de large assentiment national ».

Le projet de loi n° 764/1 a comme but « d'une part de rencontrer les besoins sociaux et économiques des régions... ».

Dans cette perspective, le gouverneur de la province de Luxembourg a réuni le 25 janvier 1971, à Arlon, la députation permanente, les parlementaires et des représentants de tous les partis, ainsi que des délégués de toutes les universités francophones, pour discuter de ce problème de l'expansion universitaire et apporter l'avis de la seule province dont nul ne fut consulté, au cours de la phase préparatoire, qui recherchait cependant un « climat de large assentiment national ».

Cette assemblée unanime a constaté qu'il était nécessaire que la province de Luxembourg participe à l'effort de développement scientifique et intellectuel du pays.

Dans une perspective d'efficacité et d'ouverture sur l'avenir et sur l'extérieur, la province de Luxembourg ne demande pas la création d'un centre universitaire, mais préfère affecter la part qui lui reviendra dans les crédits d'expansion universitaire à l'organisation d'actions correspondant mieux à ses besoins collectifs spécifiques et à la contribution qu'il peut apporter au progrès scientifique et intellectuel national.

Cela peut porter dans quatre directions :

1° le développement de la recherche appliquée en liaison avec les centres universitaires existants;

2° la création en compensation d'un enseignement économique supérieur non universitaire;

3° l'encouragement et l'organisation d'activités de recyclage postuniversitaire et de formation para-universitaire dans un esprit d'« Open University ».

Cet ensemble devrait être mis en place grâce à une Fondation Universitaire Luxembourgeoise qui coordonnera ces différentes activités.

Il est nécessaire d'inscrire dans la loi d'expansion universitaire le principe de la reconnaissance de cette Fondation Universitaire originale.

II. — AMENDEMENT VOORGESTELD
DOOR DE HEREN NOTHOMB EN OLIVIER
OP DE TEKST
AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE.

Art. 20.

De tekst van dit artikel vervangen door wat volgt :

« Op voorstel van de bestendige deputatie erkent en subsidieert de Staat de « Fondation Universitaire Luxembourgeoise » die, in samenwerking met de universiteiten, de universitaire centra en de gelijkgestelde inrichtingen, het toegepast wetenschappelijk onderzoek en het onderwijs van de vierde cyclus in de provincie Luxemburg coördineert en aanmoedigt.

» Gedurende de eerste tien jaren mag de dotatie niet minder bedragen dan 30 miljoen frank.

» In afwijking van artikel 12 van de wet van 7 juli 1970 betreffende de structuur van het technisch hoger onderwijs kan een door de « Fondation Universitaire Luxembourgeoise » georganiseerde inrichting voor hoger economisch onderwijs door de Staat worden erkend en gesubsidieerd. »

VERANTWOORDING.

De memorie van toelichting bij het ontwerp n° 764/1 steunt op het verslag van de speciale commissie van de Nationale Raad voor Wetenschapsbeleid. Herhaaldelijk wordt daarin onderstreept « dat de behoeften van de wetenschappelijke ontwikkeling van die instellingen alsmede de economische en sociale ontwikkeling van de streken waar ze gevestigd zijn, de politieke beslissingen moeten inspireren » inzake universitaire expansie.

In artikel 44 van de bijlage tot de regeringsverklaring wordt betoogd dat « de globale oplossing van het probleem van de universitaire expansie het voorwerp moet zijn van een overlegd programma, opgemaakt in een sfeer van ruime nationale eensgezindheid ».

Het wetsontwerp n° 764/1 heeft tot doel « enerzijds tegemoet te komen aan de sociaal-economische behoeften van de streken... ».

In dit perspectief heeft de gouverneur van de provincie Luxemburg op 25 januari 1971 te Aarlen een vergadering belegd waarop de bestendige deputatie, parlementsliden en vertegenwoordigers van alle partijen, alsmede afgevaardigden van alle Franstalige universiteiten aanwezig waren, om het probleem van de universitaire expansie te bespreken en het advies te doen kennen van de enige provincie die niet werd geraadpleegd tijdens de voorbereiding van het ontwerp, ofschoon dit in « een sfeer van ruime nationale eensgezindheid » diende te geschieden.

De vergadering was het eens om te constateren dat de provincie Luxemburg deel moet hebben aan de inspanningen die inzake wetenschappelijke en intellectuele ontwikkeling van het land worden gedaan.

Om redenen van doelmatigheid en met het oog op de toekomst en de gerichtheid naar buiten vraagt de provincie Luxemburg niet dat een universitair centrum wordt opgericht. Ze geeft er de voorkeur aan het deel van de kredieten inzake universitaire expansie die haar zullen worden toegewezen, aan te wenden voor de organisatie van initiatieven die beter beantwoorden aan haar specifieke collectieve behoeften en aan de bijdrage die ze tot de wetenschappelijke en intellectuele vooruitgang van het land kan leveren.

Die initiatieven kunnen drie richtingen uitgaan :

1° de ontwikkeling van het toegepast onderzoek in samenwerking met de bestaande universitaire centra;

2° de inrichting, bij wijze van compensatie, van niet-universitair hoger economisch onderwijs;

3° de aanmoediging en organisatie van activiteiten op het gebied van post-universitaire bijscholing en para-universitaire opleiding in de geest van een « open universiteit ».

Een en ander moet mogelijk worden gemaakt dank zij de oprichting van de « Fondation Universitaire Luxembourgeoise » die de verschillende activiteiten zal coördineren.

Het bestaan van die nieuwe « Fondation Universitaire » moet principieel worden erkend in de wet op de universitaire expansie.

Il est souhaitable également que cette loi prévoit pour cette Fondation nouvelle et originale une dotation minimale.

L'adoption du présent amendement permettrait non seulement d'équilibrer la loi d'expansion universitaire, en y insérant la neuvième province mais également d'assurer le développement scientifique et intellectuel de la province de Luxembourg en apportant une contribution complémentaire au potentiel scientifique national.

Voorts is het wenselijk dat de wet in een minimumdotatie voorziet voor die nieuwe en oorspronkelijke stichting.

Door de goedkeuring van dit amendement zou de wet op de universitaire expansie niet alleen een evenwichtiger geheel vormen doordat de negende provincie er bij betrokken wordt, maar tevens zou zulks de wetenschappelijke en intellectuele ontwikkeling van de provincie Luxemburg en de wetenschappelijke mogelijkheden van het land in het algemeen versterken.

C. NOTHOMB.
L. OLIVIER.

III. — AMENDEMENT
VOORGESTELD DOOR DE HEER GROOTJANS
OP DE TEKST
AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE.

Art. 20.

Dit artikel vervangen door wat volgt :

« Geen enkele instelling bedoeld bij deze wet zal van Rijkswege gefinancierd worden, wanneer zij studierichtingen inricht buiten deze wet. »

VERANTWOORDING.

Het verbod, zoals het in de regeringstekst geformuleerd wordt, is duidelijk in strijd met de Grondwet. Dit amendement laat de instellingen weliswaar toe ander onderwijs dan voorzien in deze wet te organiseren, maar alsdan zullen zij geen enkele rijkssubsidieering genieten.

III. — AMENDEMENT
PRESENTE PAR M. GROOTJANS
AU TEXTE
ADOPTÉ PAR LA COMMISSION.

Art. 20.

Remplacer cet article par ce qui suit :

« Aucun établissement visé par la présente loi ne sera financé par l'Etat s'il crée des enseignements en dehors de la présente loi. »

JUSTIFICATION.

L'interdiction telle qu'elle est formulée dans le texte du Gouvernement est nettement contraire à la Constitution. Le présent amendement permet aux établissements d'organiser d'autres enseignements que ceux qui sont prévus par la loi, mais, dans ce cas, ils ne pourront bénéficier d'aucune subvention de l'Etat.

F. GROOTJANS.